

Et une pilule pour Jeannette!

AU cours de la campagne électorale, la condition féminine s'est trouvée à l'ordre du jour, comme jamais auparavant; c'est que les suffrages des femmes sont à gagner (53 % du corps électoral). Les uns après les autres, les candidats ont fait de beaux discours sur le **birth control**.

Le problème ne se posait-il pas depuis de longues années?

Mitterrand fait une découverte, et, du coup le P.C.F. tourne à 180° ou presque sur cette question. Il est indéniable que le contrôle des naissances est devenu populaire, et il était difficile au P.C.F. de ne pas tourner sur cette question. A l'occasion du congrès de l'Union des Femmes françaises, on lit dans « l'Humanité », le 13 novembre, que le Conseil national a déclaré ne pouvoir inclure la question du planning familial dans le programme de l'U.F.F.; le 14, que plusieurs déléguées ont estimé que l'Union des Femmes françaises devait soutenir le mouvement engagé par le planning familial; et le 15, que l'Union des Femmes françaises se prononce en faveur de l'abrogation des lois de 1920, réprimant l'avortement et la propagande anticonceptionnelle.

Notons que Mitterrand ne s'est pas trop engagé dans cette affaire et n'a fait que des phrases sibyllines du genre :

il faut « donner aux femmes le droit de ne pas avoir d'enfants en réformant la loi de 1920, mais aussi le droit d'en avoir en leur offrant la possibilité de les élever convenablement, de les instruire et de leur donner un métier ».

Dans **France nouvelle**, n° 1047, Jeannette Vermeersch en déduit une convergence de point de vue entre le P.C.F. et Mitterrand. Rappelons à cette nouvelle championne du contrôle des naissances — qui titre tout

de même son article « droit à la maternité » et non « liberté de la conception » ce qui n'est tout de même pas la même chose — sa conférence du 4 mai 1956 devant le groupe parlementaire communiste, avant que soit déposé un projet visant à l'abrogation de la loi de 1920, concernant l'avortement. Elle disait :

« les partisans du « birth control » disent que la limitation des naissances permettrait d'avoir des enfants lorsque les conditions matérielles seraient réalisées pour les recevoir. On ne peut mieux dire que l'on reconnaît aux seules bourgeoisies le droit à la maternité, car, sous le capitalisme, les enfants du peuple ne peuvent naître que dans des difficultés ».

Mitterrand aurait-il donc proposé de supprimer le capitalisme pour que le P.C.F. se rallie à sa position? Non! Mais Paris vaut bien une messe et le « républicain » Mitterrand un virage de plus.

Maintenant, le P.C.F. fait remarquer qu'il a toujours défendu le « droit à la maternité » (ce qui ne saurait vouloir dire pilule), et l'abrogation des lois concernant l'avortement, ce à quoi Mitterrand s'oppose d'ailleurs. Passons sur l'optique chrétienne de Tixier-Vignancour — lisez optique pétainiste — et sur la commission gouvernementale dont Debré et Marcellin ont donné, avant même qu'elle se réunisse, les conclusions.

La démagogie passe et les problèmes demeurent; ce n'est pas seulement le problème, aussi important soit-il, du contrôle des naissances, qui est à l'ordre du jour. C'est toute la condition féminine qui donne lieu aux revendications les plus diverses, et il ne faut pas compter sur un candidat bourgeois pour qu'un changement interventionniste dans ce domaine.

« CŒUR MEURTRI ».

OBJECTEURS DE CONSCIENCE

FIN octobre, nous apprenions que 21 objecteurs de conscience étaient incarcérés à Uzès, dans les locaux appartenant aux CRS. Ces sanctions étaient motivées par de prétendus « actes d'indiscipline répétés » au camp de Brignoles où les objecteurs de conscience étaient regroupés : ils avaient, en fait, refusé de participer à des travaux qui ne leur paraissaient pas purement « civils ».

Dans une lettre, les objecteurs expliquaient que le règlement qu'on veut leur imposer comporte des clauses par lesquelles on entend leur interdire le choix de leurs lectures, la liberté d'expression et le droit de participer à des actions et mouvements à caractère social, religieux ou politique. Autrement dit, on entend leur imposer le règlement militaire dans sa totalité. Il faut ajouter deux points : Louis Lecoin dans son journal nous précise que les objecteurs sont encadrés par des militaires de carrière, et que ces militaires se sont livrés à toute une série de provocations qui devaient conduire les objecteurs devant un Tribunal militaire ou en prison.

Le statut actuel des objecteurs représente déjà en lui-même une brimade. Leur service « civil » est de 32 mois et l'on sait qu'ils ne peuvent ensuite devenir fonctionnaires. Cette utilisation a été prévue pour les travaux les plus durs possibles et dangereux. Mais voilà qu'en plus, on les livre aux « gueules de vaches » pleines de haine et de mépris pour les luttes de ces jeunes qui ont réclamé une conscience.

Les communistes ne sont pas partisans de la non violence; l'objection de conscience, qui en est une manifestation, n'est pas pour nous un moyen efficace de lutter contre la guerre impérialiste en général et la caste militaire en particulier. Mais cela ne nous empêche pas de soutenir les revendications des objecteurs : le droit de lire la presse de son choix, le droit d'association, et celui d'expression sont des revendications tout à fait justes qui ne sont pas celles des seuls objecteurs. Peut-être faut-il rappeler comment, dans certaines casernes et arsenaux, on punit le jeune soldat qui entre avec l'Huma sous le bras, comment on fait la chasse aux lecteurs de **Allons z'Enfants** de Yves Gibeau, comment à bord d'un bateau de la « royale » on éteint le poste de radio collectif lorsque vient l'heure des informations. Il n'y a pas un jeune en uniforme qui n'ait été sensible à ces interdits.

Aujourd'hui, les objecteurs exigent des droits élémentaires et d'autant plus qu'en fait de « grande muette » l'armée n'a jamais vu à un tel point l'intervention des hauts gradés dans la vie politique et leur lutte doit être celle de toute la jeunesse. La caste militaire constitue l'un des piliers de l'Etat bourgeois. Les objecteurs de conscience se dressent avec de faibles forces contre l'arbitraire de cette caste et ils ont droit au soutien actif de tous les révolutionnaires.

A. V.

A quelle sauce ?

Mitterrand promet de belles réalisations pacifiques financées grâce à l'abandon de la Force de frappe nationale (en six ans on économiserait ainsi 40 à 50 milliards, soit de 6,6 à 8,2 milliards par an).

Les gaullistes minimisent le prix de leurs bombes et accessoires, mais répondent que l'O.T.A.N. exige de la France 12 divisions supplémentaires et que les 7 manquantes coûteraient 5,6 milliards pour leur constitution et 7,2 milliards par an d'entretien. Ce qui est certain c'est, en effet, que le Conseil atlantique américain vient de faire savoir le 13 décembre que les charges financières des Etats-Unis au compte de l'O.T.A.N. étaient trop élevées et qu'il fallait mieux partager les frais. Dame! la guerre du Vietnam coûte cher, et si l'on n'aide pas ses alliés, il n'y a plus d'amitié.

Nous vous croyons donc tous également, bons gens, et voterons selon que nous préférons la bombinette nationale dont nous sommes persuadés de l'efficacité... pour attirer les superbombes sur nos têtes au jour « J » de la grande conflagration, ou que nous préférons les divisions de piétaille qui couvriront les précieuses superbombes des U.S.A., leader (Mitterrand dixit) de l'alliance atlantique à laquelle il n'est pas question de ne plus appartenir, bombes sur le bouton desquelles seul gardera la main le supersage bien connu L.B. Johnson.

Nous sommes un peuple libre et démocratique; nous décidons en toute responsabilité sous quelle enseigne nous voulons être tués et à quelle catégorie de culottes de peau irons les économies que nous faisons pour payer nos impôts. Résignés à être mangés, oui, mais très attachés à choisir dignement à quelle sauce ce sera!

POUR UNE VICTOIRE RÉELLE

Où sont passées ces voix? Les abstentions sont au minimum, mais cela ne veut pas dire que les abstentionnistes n'ont pas changé. Un tel scrutin mobilise les plus arriérés qui croient, en un seul geste, modifier leur destin, et dégoûte une partie des plus avancés qui voient aliénée leur liberté d'expression. Toutefois, il est certain qu'une grande partie de ces électeurs et électrices ont voté de Gaule. C'est une erreur grave. Rappel que l'exemple vient de loin et de haut, du « Avec de Gaule de l'Arc de Triomphe à Notre-Dame » de l'Huma de 1944, et de tant de fronts avec les « patrons patriotes » et « anti-américains » ne justifie rien, mais doit servir de circonstance atténuante à la base à l'heure où le P.C.F. fabrique un nouveau futur arbitre bourgeois et lui signe un chèque en blanc sur l'avenir du mouvement ouvrier. Nous n'accordons pas, bien entendu la même circonstance atténuante aux groupes pro-chinois qui ont fait campagne uniquement contre Mitterrand, poussant ainsi ceux qui les écoutent à voter de Gaule — cela doit être le cas de Marseille — sur le vieux thème thozien ressuscité de « front uni national contre l'impérialisme américain ».

UN COURANT DE FOND

Mais il n'en reste pas moins qu'une troisième réalité est dénaturée par la presse des supporters de Mitterrand : c'est celle de la nature du courant de fond qui transparaît sous les contradictions de cette campagne. Le relatif succès dont se recommande Mitterrand, c'est tout de même la manifestation d'une volonté d'unité dans la lutte contre le gaullisme. C'est la preuve qu'une autre unité est possible qui écarterait sans doute les radicaux et les socialistes atlantistes, mais récupérerait ces masses de travailleurs qui ont refusé leurs votes à Mitterrand.

L'unité derrière Mitterrand n'est pas capable de préparer l'avenir, si ce n'est celui de la relève de centre-droit qu'André Philip appelle de ses vœux dans **Le Monde** du 9 décembre, expliquant : « Mitterrand a joué la carte de la réintégration immédiate du parti communiste dans la vie politique, le second tour dira si les temps sont mûrs; s'il obtient la majorité des voix de M. Lecanuet... et dépasse les 40 %, il aura gagné et pourra se présenter en chef de l'opposition. Si, par contre, il ne dépasse pas 35 %, il ne sera plus que l'animateur d'une éternelle minorité, mettant pour de longues années la droite au pouvoir. Il faudra alors reprendre le projet Defferre d'une grande fédération unissant la gauche non communiste et le centre avant d'engager le dialogue avec le parti communiste. »

Pas de doute qu'André Philip ne comprenne et n'explique mieux que Waldeck-Rochet, ce qui peut être la logique de Mitterrand. L'analyse des résultats n'a pas amené celui-ci à modifier ses « options fondamentales ». Il a fait la sourde oreille à l'avertissement qui lui a été donné par les villes et les quartiers ouvriers. Le Pacte Atlantique est resté dans son programme, et l'Europe du capital. Qui dira que c'est Lecanuet qui se trompe en lui offrant ses voix (dont il ne dispose pas)? Seule la peur de se démasquer prématurément en perdant encore plus de voix ouvrières empêche Mitterrand de passer immédiatement le pacte proposé par André Philip et qui n'est que la reprise du projet d'alliance Mollet-Pinay.

DEBORDER MITTERRAND

Mais de Gaule, contrairement à sa légende, sait avaler les couleuvres. Il a gobé sans sourciller l'affront du ballottage. Il composera, comme par le passé, avec sa classe, dont il ne s'est jamais, au demeurant, éloigné des intérêts fondamentaux. C'est ainsi qu'il vaincra sans gloire le 19 novembre, face à une classe ouvrière encore une fois dévoyée par ses directions traditionnelles.

Le plus réel succès de Mitterrand consiste en effet à avoir entraîné le Parti communiste à la soumission totale à son néoréformisme technocratique. Pas de doute qu'il cherche à exploiter ce succès. Devenu président de la Fédération démocrate et socialiste, il va tenter d'en faire une organisation de masse « à l'américaine ». Celle-ci va exercer une forte attraction sur le P.S.U., qui a abandonné ses réserves à l'égard de Mitterrand. L'absorption de ce parti par la Fédération favoriserait l'extension à droite de cette dernière. Un dialogue s'engagera entre ce « travaillisme » né dégénéré, et le Parti démocrate de Lecanuet dont on voit dans le nom la référence aux Etats-Unis et la tendance à ce rêve de simplification de la vie politique française sur le mode du bipartisme yankee. Mais le néoréformisme ne peut s'épanouir sans que ne se dresse pour s'y opposer une nouvelle aile révolutionnaire du mouvement ouvrier, comme on le voit dans le miroir de l'Italie qui nous montre un schéma de notre avenir. Le premier pas en cette voie sera le renforcement de la droite du Parti communiste dont Waldeck-Rochet s'est fait le leader, et des coups contre les opposants de gauche. Mais ce ne sera qu'une étape.

Bien que ce soit le néoréformisme qui apparaisse comme vainqueur aujourd'hui, et fort de l'appui d'une classe ouvrière qui a le sentiment d'avoir reconquis sa puissance,

le plus important pour les révolutionnaires est cette confiance renaissante.

C'est pourquoi ceux qui ont parlé de recul-ouvrier se sont trompés. Le courant qui porte Mitterrand manifeste la réapparition en surface de forces qui sont capables de le déborder. L'aspiration au Front populaire est réel, et, dans son fond, c'est une volonté saine d'action unie de classe, encore canalisée, mais puissante.

La confiance en elle-même que la classe ouvrière trouve dans les résultats électoraux doit, pour les militants d'avant-garde, être utilisée pour engager de grands combats de classe dans les mois qui viennent; elle doit être guidée vers l'unité d'action syndicale et même vers un pacte d'unité d'action préparant la réunification syndicale. Le « brain trust » de Mitterrand ne songe qu'à mettre au réfrigérateur jusqu'aux élections législatives de 1967 cette énergie qu'il craint hors des couloirs de bancs qui mènent aux isolements.

Le climat de succès relatif doit être exploité pour déborder Mitterrand et ses petites combinaisons, pour remettre en question son programme bourgeois et élaborer un programme de revendications de transition vers le socialisme.

Si un parallèle avec 1935 vient de lui-même à l'esprit, les différences sautent également aux yeux. On voit bien des côtés négatifs dans la situation présente du mouvement ouvrier par rapport à cette époque, mais, à l'inverse, il y a en faveur de notre temps un contexte très favorable : la montée générale de la révolution d'abord, et non pas son déclin et la montée du fascisme, la décomposition du stalinisme et non sa floraison sur l'engrais des défaites, la venue à l'action de générations neuves enfin qui, comme toutes les autres, ont des expériences à faire et des illusions à perdre, mais ne portent plus le carcan des vieux programmes usés et déconsidérés de la social-démocratie et du stalinisme. Leur surgissement dans la lutte donnera encore bien des sujets de surprise aux vieux sorciers gâteux du nouveau réformisme.

Comme nous avons dit non au de Gaule de 1944, « contre le sentiment populaire », nous disons non à la fois au de Gaule de 1965 et à son outsider Mitterrand. « Vous êtes hors du courant », nous disent ceux qui ne cessent de courir derrière les masses. Il faut parfois savoir l'être, si l'on veut mériter d'être en tête à l'heure des yeux ouverts. Nous ne serons pas longtemps à contre-courant, car ce Mitterrand là ne tardera pas à jeter tous ses masques.

M. LEUWEN.